

Résumé du Rapport Annuel 2021 de la Banque Centrale de Tunisie

Le Rapport Annuel de la BCT relatif à l'année 2021 comporte, à l'instar des rapports précédents, des analyses approfondies sur l'environnement international marqué par le rebond de la croissance dans la plupart des économies développées et émergentes après la récession observée en 2020 suite à la crise du Covid 19. L'économie nationale n'a pu réaliser qu'une modeste croissance de 3,1%, loin d'enrayer le recul sensible de 8,7% de l'année antérieure, encore moins d'atténuer les déséquilibres macroéconomiques internes et externes persistants. La BCT a mené, dans ce cadre, une politique monétaire proactive visant la stabilité des prix au moyen d'une régulation de la liquidité bancaire au gré des besoins de l'économie et des évolutions prévisibles des déterminants de l'inflation, tout en poursuivant la mise en œuvre des politiques et stratégies notamment en ce qui concerne la digitalisation, la stratégie d'innovation, le plan stratégique...

I-L 'environnement international est marqué en 2021 par le rebond de la croissance après la récession observée en 2020 causée par la crise sanitaire

Après avoir enregistré une récession sans précédent en 2020, en relation avec la propagation de la pandémie du Covid-19, l'économie mondiale a enregistré en 2021, un rebond de 6,1% après une contraction de 3,1% une année auparavant. Cette reprise s'explique, principalement, par les mesures de soutien budgétaires sans précédent adoptées par plusieurs pays, les politiques monétaires accommodantes, notamment dans les pays avancés, outre le rétablissement de la demande mondiale à l'issue de la levée des restrictions de déplacement suite à l'avancement des campagnes de vaccination. Cependant, la résurgence de la pandémie, au cours des derniers mois de 2021, notamment le variant « Omicron », ainsi que les perturbations au niveau des chaînes d'approvisionnement ont entraîné un ralentissement du rythme de croissance au cours du dernier trimestre de l'année.

Le rebond de la croissance a concerné pratiquement tous les pays.

Croissance réelle en %	2020	2021	2022
Monde	-3.1	6.1	3.6
Pays développés	-4.5	5.2	3.3
▪ USA	-3.4	5.7	3.7
▪ Zone Euro	-6.4	5.3	2.8
Economies Emergentes et en développement	-2.0	6.8	3.8
▪ Chine	2.8	8.1	4.4
▪ Inde	-6.6	8.9	8.2
▪ Maroc	-6.3	7.2	1.1
▪ Tunisie	-8.7	3.1	3.9

Les échanges internationaux de biens et services se sont accrus en volume de 10,1% en 2021 après une contraction de 7,9% une année auparavant.

Le taux de chômage dans le monde n'a que légèrement reculé pour s'établir à 6,2% contre 6,6% en 2020. Les taux de chômage sont restés à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés avant la crise.

En ce qui concerne les marchés financiers internationaux, les indices boursiers ont poursuivi, en 2021, leur tendance haussière amorcée depuis les derniers mois de 2020. Cette reprise a été tirée par la confiance des investisseurs quant aux perspectives de la croissance économique mondiale surtout avec l'avancement des campagnes de vaccination et le maintien du soutien des politiques publiques.

Les marchés des changes internationaux ont été marqués, depuis le début de l'année 2021, par l'affaiblissement de l'euro face au dollar américain. Cette baisse s'est intensifiée au cours des derniers mois de 2021, suite à l'annonce de la FED de son intention de resserrer sa politique monétaire plus tôt que prévu pour faire face à l'accélération de l'inflation. Ainsi, le billet vert a clôturé l'année 2021 à 1,1376 dollar pour un euro contre 1,2216 une année auparavant, soit une appréciation de 6,9%.

Pour l'année 2022, l'économie mondiale devrait connaître une décélération pour atteindre 3,6%. Ceci est expliqué, en grande partie, par l'essoufflement des deux premières puissances économiques mondiales, à savoir la Chine et les Etats-Unis, la levée progressive des mesures de soutien budgétaire et monétaire dans certains pays, la poursuite des perturbations des chaînes d'approvisionnement, une inflation plus élevée que prévu, ainsi que les répercussions de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. L'inflation devrait s'accroître sous l'effet, principalement, des perturbations persistantes au niveau des chaînes d'approvisionnement et de la flambée des prix de l'énergie et des autres matières premières en relation avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine, importants fournisseurs de plusieurs produits de base.

II- L'économie tunisienne a été marquée par une reprise modeste de la croissance et la persistance des déséquilibres financiers internes et externes

La situation économique et financière a été marquée par les évolutions suivantes :

1-La croissance économique a légèrement repris en 2021, tirée par la majorité des secteurs d'activité qui ont affiché un rebond technique, hormis le secteur agricole qui a été affecté par le manque de précipitations et le caractère cyclique de la production oléicole.

En effet, l'activité des industries extractives a bénéficié d'une hausse de la contribution du champ gazier Nawara et de l'entrée en production du gisement pétrolier Halk el Manzel, ainsi que de la reprise graduelle de la production des phosphates à partir du deuxième trimestre de l'année. Pour leur part, les industries manufacturières exportatrices ont tiré profit d'une reprise de l'activité industrielle dans la Zone Euro mais qui a été limitée par la poursuite des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, en relation avec les nouvelles vagues de la COVID. En revanche, la dégradation de la situation sanitaire en rapport avec le retard accusé dans les campagnes de vaccination et le renforcement des mesures d'endiguement durant l'été ont pesé lourdement sur le secteur des services, notamment le tourisme et le transport, dont le niveau d'activité est demeuré en deçà de celui d'avant la crise.

2-La formation brute de capital fixe a, pour sa part, progressé de 2,6 % en prix constants et de 10,8% en prix courants contre respectivement -22,6% et -21% en 2020. Ainsi, le taux d'investissement a connu une légère amélioration passant de 15,8% à 16% du PIB, d'une année à l'autre.

La faiblesse de l'investissement reflète, outre les difficultés structurelles, la morosité de la conjoncture et le manque de visibilité pesant sur les investisseurs privés, aussi bien tunisiens qu'étrangers, ainsi que sur les investissements publics qui subissent, de surcroît, les difficultés de mobilisation des ressources de financement.

3-En dépit du contexte mondial marqué par une reprise généralisée de l'activité économique post Covid, la part de marché des exportations tunisiennes sur l'Union Européenne (UE) a poursuivi sa tendance baissière en 2021, pour revenir à 0,49% contre 0,50% une année auparavant et une moyenne de 0,55% durant les dix dernières années. Cette régression reflète la reprise des exportations tunisiennes en euros vers cette zone à un rythme moindre par rapport à celui des importations européennes (soit 18,8% contre 23%). Pour le Maroc, dont la part s'est améliorée de 30 points de base entre 2010 et 2020, celui-ci a vu sa part se détériorer de 0.3 points de base en 2021 pour revenir à 0.85% contre 0.88% en 2020.

Part en %	Rappel 2010	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Chine	16.69	18.65	18.21	17.92	18.73	22.43	22.36
Turquie	2.56	3.48	3.46	3.50	3.60	3.64	3.69
Maroc	0.50	0.79	0.81	0.80	0.84	0.88	0.85
Tunisie	0.60	0.57	0.52	0.52	0.52	0.50	0.49

4- le marché du travail a affiché, en 2021, une certaine amélioration avec des créations d'emploi atteignant 53,4 mille postes contre une perte de 133 mille une année auparavant, se traduisant par une baisse du taux de chômage global à 16,2% au dernier trimestre de l'année contre 17,4% une année auparavant. Ce taux demeure, cependant, supérieur à son niveau d'avant la Covid-19 (14,9% en 2019).

5- S'agissant du secteur extérieur, le déficit courant de la balance des paiements a été relativement maîtrisé (5,9% du PIB contre 6% en 2020) en dépit de l'élargissement du déficit commercial suite à l'accroissement des importations liées à l'évolution de la demande intérieure et aux intrants industriels, conjugué à l'envolée des prix internationaux de l'énergie et des céréales. Cette évolution a été compensée partiellement par la hausse des exportations, notamment des industries manufacturières.

Par ailleurs, le net affermissement des revenus du travail (+29,4%) et, à moindre degré, des recettes touristiques (+15,1%) a permis de redresser, dans une certaine mesure, le déséquilibre du compte extérieur courant.

Par contre, et dans un contexte de difficultés liées à la mobilisation de financements extérieurs, la dégradation de la notation souveraine et l'absence de la conclusion d'un accord de financement avec le Fonds Monétaire International (FMI) en plus de l'importance des remboursements au titre du principal de la dette extérieure, le solde des opérations en capital et financières s'est nettement replié (-2,6 milliards de dinars), se traduisant par un faible excédent de la balance générale des paiements et une légère amélioration des avoirs nets en devises. En termes de jours d'importations, ces avoirs sont passés à l'équivalent de 133 jours d'importation, au terme de 2021, contre 162 jours une année auparavant.

6- Le taux de change du Dinar a connu une certaine stabilité vis-à-vis de l'Euro contre une dépréciation par rapport au Dollar américain soutenu par son statut de valeur refuge au niveau mondial, ce qui a conféré plus de modération à l'évolution de l'inflation.

Le taux d'inflation atteint toutefois 6,6% en glissement annuel au terme de l'année contre 4,9% en décembre 2020, suite à la transmission de l'impact du rebond des prix internationaux de matières premières et des coûts du fret aux prix domestiques, notamment ceux des produits alimentaires frais et, à un moindre degré, ceux des produits administrés.

7-La faiblesse de la reprise économique en Tunisie a accentué les pressions sur les finances publiques. Ces pressions se sont accélérées en dépit d'un certain apaisement du déficit budgétaire hors privatisations et dons qui est revenu à 7,5% du PIB contre 9,4% en 2020. Cette détente a été favorisée par la bonne tenue des ressources propres et le ralentissement des dépenses de gestion notamment celles liées au COVID, alors que la masse salariale et les dépenses de compensation ont continué de peser lourdement sur le déficit dans un contexte de hausse des cours mondiaux des carburants.

Le retard dans la mobilisation des ressources extérieures conjugué à un accroissement des remboursements de la dette publique a creusé davantage le gap de financement du Budget de l'Etat en 2021, lequel a été couvert, en grande partie, par des ressources d'emprunts intérieures. Ainsi, la dette publique s'est élevée à 79,2% du PIB contre 77,8 % une année auparavant.

III- L'activité de la Banque Centrale

2- Politique de la BCT pour accompagner la relance.

La BCT a continué, en 2021, de conduire une politique monétaire accommodante, par le maintien du taux d'intérêt directeur inchangé, afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'activité économique et soutenir la relance et ce, malgré la montée des tensions sur les prix. Par ailleurs, les besoins des banques en liquidité ont enregistré une certaine baisse malgré le recours intensif du Trésor à l'endettement intérieur en dinars pour revenir à une moyenne de 9,6 milliards de dinars au terme de l'année 2021. Ce repli est lié, surtout, au retour massif du cash aux banques, après une hausse significative de sa demande lors des épisodes de confinement, ainsi qu'à la consolidation des revenus du travail et au redressement des recettes touristiques.

Toutefois, face à l'accélération des pressions inflationnistes, en 2022, en relation, notamment, avec la poursuite des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et la hausse des prix internationaux de l'énergie et des produits de base, particulièrement les céréales, sous l'effet de la crise russo-ukrainienne, la Banque Centrale s'est orientée vers un resserrement monétaire afin de contrer une dérive de l'inflation et contenir les anticipations inflationnistes. Ainsi, le Conseil d'Administration de la BCT a décidé, lors de sa réunion du 17 mai 2022, d'augmenter de 75 points de base le taux d'intérêt directeur pour le porter à 7%. Parallèlement, il a décidé de relever de 5% à 6% le taux minimum de rémunération de l'épargne.

2- Modernisation des moyens de paiement : Digitalisation

Sur le plan opérationnel, la BCT a mis à profit le plan de continuité de l'activité (PCA) actionné en 2020 pour répondre aux exigences de la pandémie favorisant le télétravail, en renforçant la digitalisation de ses travaux et en consolidant leur sécurité.

Parallèlement, et dans le cadre de l'appui de la BCT à l'innovation financière, les tests effectifs pour la première cohorte de la Sandbox réglementaire ont été lancés en 2021. Pour les solutions retenues, les Fintechs ont entamé des tests avec des clients et des banques partenaires, faisant l'objet de reporting périodique, analysé par une équipe multidisciplinaire. L'objectif étant d'évaluer l'exercice et d'en tirer les enseignements en vue d'approfondir les débats sur les exigences et les normes que les banques doivent respecter lors de la mise en œuvre d'une politique d'e- KYC ainsi que sur la nécessité de développer l'usage de la signature électronique afin d'en faire un catalyseur du développement de la finance digitale.

Forum Ibn Khaldoun le 15 septembre 2022

[Rapport Annuel de la BCT 2021 à télécharger](#)